

# Grandes régions du monde : enjeux et confrontations

**Véronique Sandoval**

**D**u 21 au 24 juillet s'est tenu à Asuncion, capitale du Paraguay, un forum social sur « l'intégration régionale » c'est-à-dire les possibilités de lutter contre la politique de libre-échange imposée aux pays latino-américains, africains ou d'Asie du Sud-Est par l'Union européenne ou l'Organisation mondiale du commerce, en renforçant les liens économiques et politiques entre pays d'une même région.

Le choix d'un pays d'Amérique latine n'était pas fortuit. En effet dès 1999 se pose pour les mouvements sociaux latino-américains la question de politiques régionales alternatives.

À partir de 2005 on assiste à d'importants changements politiques en Amérique latine avec l'arrivée au pouvoir de Chávez au Venezuela, de Lula au Brésil, de Kirchner en Argentine, de Morales en Bolivie. Au cours de l'année 2008, plusieurs conceptions de la « régionalisation » s'affrontent en Amérique latine avec d'un côté l'annonce de la création de l'ALBA (mouvement social regroupant différents mouvements sociaux et porteur de propositions alternatives) appuyée par le mouvement Via Campesina comme principal processus de régionalisation, et de l'autre les processus mis en place dans le cadre du MERCOSUR et de l'UNASUR. Le choix d'Asuncion, lui, était lié à la réunion des présidents des États du MERCOSUR qui se tenait le dimanche 26 juillet dans cette ville, précédée la veille par une importante mobilisation populaire contre ce processus de coopération régionale où les intérêts des petits pays ne sont jamais pris en compte.

## Peut-on concevoir l'intégration régionale comme une alternative face à la crise ?

Comment résoudre la crise systémique en restant dans le cadre d'un projet néolibéral ou même social-démocrate ? La réponse à la crise systémique suppose un nouveau type de développement et une autre politique de coopération entre pays. Pour le président paraguayen, Lugo, il est donc nécessaire d'accélérer le mouvement d'intégration régionale en Amérique latine.

Mais quelle politique d'« intégration régionale » ? C'est la question qui a été au cœur des débats du forum d'Asuncion.

Car les politiques face à la crise sont avant tout des réponses nationales. Et les processus d'intégration ou de coopération économique entre pays mis en place en Amérique du Sud, comme MERCOSUR et UNASUR qui regroupent des pays de taille et de poids économique différents, ne vont pas de soi.

En outre, comment passe-t-on d'une réponse nationale à un combat régional et pourquoi ? N'y a-t-il pas de grandes différences entre les cadres de regroupement possible pour des mouvements sociaux et les cadres étatiques d'intégration ? Les cadres étatiques de coopération doivent-ils être prioritairement axés sur le niveau régional malgré la très forte hétérogénéité entre pays d'une même région du monde ? N'est-ce pas ce que recherchent les grands groupes multinationaux, les États-Unis et les forces hégémoniques pour développer le libre-échange et la mondialisation des marchés ? L'intégration régionale au sens de la coopération entre pays n'est donc pas toujours une alternative, et ne répond pas toujours à l'espoir d'un autre mode de développement. Elle est souvent liée à un processus de domination. Pourtant peut-on construire un autre mode de développement en Amérique latine en laissant de côté le Brésil ?

En Amérique latine, seule l'ALBA, une structure de coopération issue des mouvements sociaux et qui regroupe des pays politiquement proches (Cuba, Venezuela, Bolivie, Équateur, Honduras, Nicaragua, République Dominicaine, Paraguay), a mis en place une véritable coopération en matière de santé publique et d'éducation entre ses pays membres. Encore faut-il souligner que cette coopération en matière d'éducation et de santé publique ne relève pas des missions confiées à l'ALBA. À l'inverse, la Banque de l'ALBA relève de ces missions mais ne gère que des unités de compte qui ne permettent pas de généraliser des politiques économiques. Elle reste toutefois un point d'appui pour aller plus loin, y compris en matière d'investissement et de coopération économique, notamment parce que l'ALBA ne réunit pas des États mais des mouvements sociaux, ce qui permet un débat public sur les alternatives.

La construction d'un nouveau mode de développement et de consommation, qui traverse tous les mouvements sociaux, ne doit-elle pas être traitée en partant des luttes et de leur unification plutôt que par des coopérations interétatiques ? Cette question fut aussi l'objet du débat.

## Les différences d'une « région » à l'autre

Pour les altermondialistes latino-américains, on ne pourra pas affronter la crise dans un seul pays, sauf à négocier avec une grande puissance capitaliste et à se retrouver sous son joug. Il faut donc coopérer. Mais le processus d'intégration régionale ne peut se limiter à une coopération dans les échanges commerciaux comme dans le cas du MERCOSUR. La culture économique doit également changer. Sinon, comment empêcher un paysan latino-américain de céder sa terre pour une production de soja qui ne rapporte rien en emploi, appauvrit les sols, etc.

En outre le changement doit venir de l'intérieur et non pas être un processus imposé de l'extérieur, si on ne veut pas voir se développer des processus sécessionnistes. Toutefois la question est posée de l'espace national comme espace de démocratie citoyenne face à la nécessité d'affronter la crise d'une économie mondialisée.

L'intégration régionale est donc pour certains une opportunité pour mettre fin à la crise dans le cadre du modèle néolibéral mais en le transformant. Comment notamment dépasser un mode de développement économique et social tourné vers l'exportation, avec des productions agricoles peu variées et pratiquement identiques dans tous les pays d'Amérique latine (soja, eucalyptus, canne à sucre) ? Il faut y réfléchir ensemble, penser de façon plus globale.

Mais comment avoir une visée anti-impérialiste de l'intégration régionale alors que l'asymétrie est une caractéristique des institutions actuelles d'intégration régionale et que le modèle d'intégration du MERCOSUR est le modèle néolibéral ?

Le modèle socialiste russe d'intégration régionale comme le modèle social-démocrate ont échoué et plusieurs modèles d'intégration régionale co-existent en Amérique latine.

Il faut donc respecter le caractère graduel de divers processus d'intégration qui ne posséderont pas tous les mêmes caractéristiques et dans lesquels le mouvement social a un rôle à jouer.

Pour Charles, député malaisien, la crise résultant d'une part d'un problème de distribution des revenus et d'autre part d'un problème de dette extérieure, l'intégration régionale doit avant tout permettre de réguler la création de crédits, de réorganiser la production et les échanges entre pays.

Au sein de l'Union européenne, « Que produire, où, comment ? », est une question qui n'est jamais entre les mains des pays mais relève de la logique du marché mondial, explique Tomas, l'Espagnol. Pourtant, alors que la crise est une crise systémique mondiale, les gouvernements, même progressistes, adoptent encore des modèles de développement nationalistes sans poser la question de la réforme des objectifs de la production. De même « l'intégration

régionale » ne se pose pas la question de la complémentarité des productions mais seulement celle de l'échange le plus rentable. Or l'échange est naturellement inégal entre un petit pays d'Amérique latine et une puissance économique comme le Brésil.

Comment, en outre, préserver l'identité nationale et la souveraineté populaire au sein d'un processus d'intégration régionale, et comment préserver une stratégie de développement social indispensable à la démocratisation des institutions, sans réfléchir à quel partage des ressources pour vivre mieux ?

Les petits pays africains dépendent trop de l'aide de l'Union européenne pour pouvoir lui résister individuellement. Ils ont donc besoin de s'unir pour renforcer leur poids au niveau international et repousser les « free trade agreements » qu'on veut leur imposer, explique Dot, la Sud-Africaine. Car l'équité dans l'échange suppose un certain équilibre des forces et donc l'union des petits pays face aux grandes puissances comme l'Union européenne et non pas des accords bilatéraux qui sont soit inéquitables, soit assimilés à un acte de générosité de l'ex-puissance coloniale. L'idée d'intégration régionale est donc très importante pour l'Afrique ; une intégration régionale qui doit correspondre à une politique de coopération en matière économique mais aussi en matière de santé, de culture ce qui suppose une négociation démocratique couvrant tous les secteurs de la société et des choix démocratiques préservant la souveraineté nationale, empêchant la domination de gros pays comme l'Afrique du Sud sur les autres, mais issue également d'un processus démocratique au sein de chaque pays ; cela nécessite un processus d'intégration qui résulte de divers processus de coordination, de coopérations et d'organisation, un processus d'intégration graduel et non modélisé, démocratique, créant des communautés basées sur l'équité dans l'échange.

### **Ne faut-il pas réinterroger ce « concept » ?**

Qu'entend-on par « intégration régionale » en Amérique latine ? De simples accords commerciaux ou la construction par des pays ayant une histoire et une langue communes d'un autre mode de vie que celui imposé par le capitalisme international ? Des accords entre gouvernements ou une coopération entre mouvements sociaux ? Une simple coopération ou un processus de construction d'une alternative au capitalisme au niveau régional ? Quelle « intégration » recherchent les mouvements sociaux ? S'agit-il d'une intégration des différents peuples ou d'un processus d'intégration construit par les peuples ?

Que peuvent apprendre les Africains de l'expérience d'intégration en cours en Amérique latine ou de celle de l'Union européenne ? À quoi peut leur servir ce concept dont le mouvement populaire n'est pas à l'origine mais qu'il a au contraire tendance à rejeter au profit d'un repli nationaliste en temps de crise ?

Pour les mouvements sociaux de l'Asie du Sud-Est non plus, l'intégration régionale n'est pas conçue comme une priorité mais est assimilée à la stratégie néolibérale. Ce qui les motive ce sont les droits de l'homme et la construction d'espaces démocratiques. De ce point de vue, une union des peuples d'Asie du SE reste encore inconcevable et si une intégration régionale était proposée par l'Inde, ce serait considéré comme une volonté d'annexer le Pakistan, le Cashmere.

Il est donc important de tenir compte des contextes dans lesquels sont élaborés des concepts pour savoir s'ils sont si aisément transposables dans une autre région du monde ayant sa propre dynamique historique.